

Communiqué de presse**Nous avons vraiment besoin d'un Califat pour protéger la mer de Chine méridionale**

Le différend sur la mer de Chine méridionale a refait surface à la suite de la fuite d'une note diplomatique de la République populaire de Chine (RPC) à l'ambassade de Malaisie à Pékin, datée du 18 février. Cette note fait état de l'objection de la Chine et de sa demande à la Malaisie de cesser ses activités de prospection pétrolière et gazière à Beting Raja Jarum et Beting Patinggi Ali, des zones situées dans les îles Spratleys. Un article relatif à cette note a été publié par un média philippin le 29 août. Peu après, le 7 septembre, un navire militaire et un garde-côte chinois ont été observés en train d'opérer dans la zone économique exclusive (ZEE) de la Malaisie, près de Sarawak. Le ministère des affaires étrangères, tout en confirmant qu'il était au courant de la situation, s'est abstenu de tout autre commentaire.

Le Premier ministre Datuk Seri Anwar Ibrahim a récemment exprimé sa volonté d'engager des négociations avec la Chine concernant le différend territorial en cours dans la mer de Chine méridionale. Cette position représente un changement par rapport à la position de longue date de la Malaisie, qui rejette les revendications de la Chine dans la région. Les pays impliqués dans le différend - la Malaisie, le Vietnam, les Philippines et Brunei - ont tous des revendications de ZEE et de plateau continental qui se chevauchent. Malgré l'« avertissement » de la Chine, le gouvernement malaisien a réaffirmé son engagement à poursuivre l'exploration pétrolière et gazière dans la zone contestée, tout en soulignant sa volonté de résoudre les différends par des moyens pacifiques, en recourant à la consultation et au dialogue dans les cadres diplomatiques existants afin d'éviter les conflits. La présence récurrente de navires de guerre chinois en mer de Chine méridionale, en particulier dans la ZEE de la Malaisie, n'a pas suscité de réaction significative de la part de la Malaisie. La Chine semble percevoir la Malaisie comme un pays relativement petit et vulnérable, et il n'est donc pas surprenant qu'elle s'immisce occasionnellement dans les eaux malaisiennes, allant même jusqu'à émettre des avertissements concernant les activités de la Malaisie dans sa propre ZEE, revendiquée par la Chine.

La réponse du premier ministre malaisien dans ce dossier laisse perplexe. Anwar Ibrahim cherche à négocier avec une partie qui a l'intention d'empiéter sur le territoire de la Malaisie ! Comment peut-on justifier de négocier avec une partie qui n'a aucune revendication légitime, en particulier lorsqu'elle porte activement atteinte à nos droits souverains ? Cette approche semble refléter la position d'Anwar sur la souveraineté territoriale, en écho à sa position sur la solution des deux États pour la Palestine - négocier avec un agresseur et concéder des portions significatives de nos droits. Le fait qu'Anwar soit prêt à entamer des négociations avec la Chine souligne non seulement la faiblesse de la Malaisie, mais donne également à la Chine l'occasion de faire valoir ses revendications sur les eaux malaisiennes. Cette démonstration de vulnérabilité pourrait conduire à la concession des eaux territoriales de la Malaisie à l'issue de ces négociations. Anwar a tenté de justifier sa position en posant la question suivante : « Voulons-nous la guerre (avec la Chine) au lieu des négociations ? » Cette déclaration contraste fortement avec les propos qu'il a tenus lors de la récente célébration de la fête de l'indépendance, où il a critiqué les anciens dirigeants pour la perte de l'île de Batu Puteh au

profit de Singapour. Anwar a fortement insisté sur l'importance de défendre chaque pouce de notre territoire contre les empiétements étrangers, déclarant que de nombreuses nations sont entrées en guerre pour sauvegarder leurs droits. La question pressante qui se pose aujourd'hui est la suivante : quelle est l'approche d'Anwar à l'égard de la Chine ?

Anwar semble souligner « la menace de guerre » de la Chine, malgré l'absence de toute déclaration officielle de la Chine à ce sujet. Son raisonnement semble suivre le principe du choix du « moindre des deux maux » - éviter un plus grand mal en acceptant un plus petit. Par ce raisonnement, il tente peut-être de préparer les Malaisiens à accepter, à terme, de céder une partie des eaux territoriales de la Malaisie à la Chine. Si des agresseurs portent continuellement atteinte à nos droits et que nous répondons en proposant des négociations, cela ne signifie pas seulement une cession de territoire, mais aussi une perte de dignité et de force. Dans un tel scénario, l'existence même de nos forces armées devient discutable, puisque tout acte d'agression serait simplement répondu par des négociations !

Il est vrai que la Chine possède une puissance importante qui lui permet d'agir en toute impunité dans la mer de Chine méridionale, souvent au mépris des droits des pays voisins. Cependant, la domination de la Chine n'est pas seulement le résultat de sa force, mais aussi de la faiblesse et de la trahison des dirigeants musulmans. La Oumma musulmane est intrinsèquement forte et dispose d'une armée redoutable et courageuse. Cependant, un groupe de lions ne peut s'élever s'il est dirigé par un chien ! Depuis la chute du Califat il y a plus d'un siècle, la Oumma n'a plus de Calife, que le Prophète Muhammad (saw) a décrit comme un bouclier derrière lequel la Oumma se bat et est protégée. En conséquence, les terres musulmanes sont vulnérables aux empiétements de l'ennemi.

Sous le règne du Califat, il était évident que sa puissance militaire lui permettait de dominer une grande partie des mers du monde et des principales routes maritimes. Les États non musulmans se sont abstenus de contester l'autorité du Califat. La création d'une marine musulmane remonte à l'époque des Califes vertueux. Sous les Omeyyades, le Califat a démantelé la suprématie de la marine romaine, faisant des musulmans la première force navale au monde. Cette domination s'étendait de la Méditerranée à la mer Rouge, au golfe Persique et à l'océan Indien. Cet héritage a été perpétué par les Califats Abbasside et Ottoman, qui contrôlaient les routes commerciales reliant l'Orient et l'Occident, obligeant les marchands européens à traverser les terres islamiques pour atteindre l'Inde et la Chine.

La Malaisie restera petite et faible tant qu'elle se limitera à la structure de l'État-nation et qu'elle sera gouvernée par des dirigeants qui n'ont pas l'ambition d'élever l'Islam au niveau mondial. Il en va de même pour la Oumma musulmane, qui ne retrouvera jamais son statut de nation la plus forte et la plus exemplaire tant qu'elle sera dirigée par des leaders lâches et corrompus. Le seul moyen de reconquérir notre position de superpuissance mondiale et de sauvegarder nos terres et nos eaux réside dans le rétablissement du Califat vertueux sur la méthode de la Prophétie (al-Khilafah ar-Rashidah ala Minhaj Nubuwwah). Avec sa force et par la volonté d'Allah, le Califat remportera des victoires successives, dominant l'Orient et l'Occident avec l'Islam, répandant ainsi Sa miséricorde comme Il (swt) l'a promis.

Abdul Hakim Othman
Porte-parole officiel du Hizb ut Tahrir
en Malaisie